

> La justice à prise rapide

Novembre 2005, printemps 2006 ou encore lors des manifestations qui ont suivi les récentes élections présidentielles, ce sont des arrestations massives suivies de peines lourdes, prison ferme et mandats de dépôt. Dans la grande majorité des cas la comparution immédiate entre en scène permettant à l'État et sa justice de donner une réponse répressive et rapide à ces révoltes. Isolé depuis son arrestation ; sous pression pendant la garde à vue ; gavé du seul discours des flics ; jugé en 10 minutes avec souvent des peines lourdes à la clef... la comparution immédiate a de bons atouts dans la guerre aux pauvres et aux insoumis. Si sa pratique est mise en lumière lors de répressions massives, elle est pourtant quotidienne, c'est là aussi que finissent la plus part des délits « d'outrage et rébellion ». Et à y regarder de plus près, elle ne fait que s'ajouter à un arsenal en constante évolution faisant la part belle à la répression. Avec l'adoption de la loi sur les peines planchers la situation va encore s'empirer...

Face à cette machine bien rodée, il peut être intéressant d'avoir quelques outils de compréhension permettant d'éviter les pièges les plus grossiers. À lire ce guide de self-défense juridique plutôt fourni et efficace *Face à la police / Face à la justice* sur guidejuridique.net.

<http://resistons.lautre.net/>
informations pratiques juridiques sur
le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle,
les contrôles d'identité, réflexions,
témoignages, mobilisations...

> Enquêtes sur la santé des enfants: « nous ne répondrons plus à vos questions »

« Avez-vous du plaisir à être avec votre enfant ? », « L'embrassez-vous ? » ; Un membre de votre famille a-t-il « dans sa jeunesse commis des vols, séché des cours, fugué ou désobéi aux règles ? » ; « combien de verres d'alcool consommez-vous un jour typique ou vous buvez ? », « à quelle fréquence vous êtes vous senti nerveux, triste, abattu, fatigué... ? » Si quelqu'un vous posait ces questions et une centaine d'autres du même genre les unes après les autres, sans répit, vous l'enverriez (plus ou moins violemment) se faire voir...

Pourtant il y a quelques semaines ce questionnaire (<http://ddata.over-blog.com/xxxxyy/0/16/14/19/MGEN.pdf>) a été distribué tout a fait officiellement aux parents d'enfants de 5 ans scolarisés dans des écoles de Paris ; il n'émanait pas de l'Eglise de Scientologie comme on aurait pu le croire mais de la Fondation MGEN (mutuelle de l'éducation nationale) et se donnait pour but d'étudier la santé mentale des enfants. Sous la pression des protestations de parents, la Ville de Paris a dû faire suspendre l'enquête.

Courant 2006, un autre questionnaire distribué dans des écoles parisiennes avait déjà provoqué des remous : il s'agissait d'une étude sur la résistance des poux aux insecticides, organisée par la DASES (Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé) qui finissait par demander le nombre de pièces de l'appartement de l'enfant, l'origine ethnique de chaque adulte du foyer de l'enfant, sa date d'arrivée en France, son niveau d'études etc... On est loin des poux et bien plus proche des vaches sans compter que ni l'un ni l'autre de ces questionnaire n'assuraient les conditions d'un parfait anonymat : le premier comportant un numéro de dossier, le second demandant carrément première lettre des nom et prénom de l'enfant et sa classe...

> Tri ethnique à Asnières (92)

Selon le MRAP plus de 30 000 citoyens y seraient listés et « catégorisés » selon leur pays de naissance par la municipalité UMP, notamment sur une liste spécifique « Maghreb » et une « non-Maghreb ». Déjà le délit de « sale gueule » est un élément déterminant dans les violences policières. C'est quand qu'on colle l'étoile jaune ?

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°54 • juin 2007

Resistons ensemble c/o CiCP, 21^{er}, rue Voltaire, 75011 Paris Recevoir ce bulletin par internet : resistons_ensemble@yahoo.com
Pour le recevoir par la poste: envoyer un carnet de timbre pour dix numéros. <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« Three Strikes and You're Out »

« Au troisième coup t'as perdu », c'est une règle au base-ball, et le nom donné aux Etats-Unis à la loi qui punit d'un emprisonnement de 25 ans à perpétuité un récidiviste pour un troisième « crime » comme le vol à l'étalage. J.D. Williams a eu 25 ans de prison pour le vol d'une tranche de pizza comme « troisième coup », K. Weber 26 ans pour le vol de cookies au chocolat. (Source : http://en.wikipedia.org/wiki/Three_strikes_law).

« Three strikes... » se traduit en France par « peine plancher ». À la première récidive il y aura le tiers du maximum de la peine prévue, ensuite la proportion va en augmentant. Pour les mineurs de 16/18 ans, l'excuse de minorité sera écartée à la deuxième récidive. Les juges seront sous pression, ils devront motiver leur décision de ne pas appliquer la peine plancher. En clair, on fera moins énorme qu'aux Etats-Unis, mais ce qui est nouveau et dangereux c'est l'introduction de l'automatisme des peines. Il est vrai que la justice fait déjà tout ce qu'elle veut en France. On n'a qu'à voir les lourdes peines de prison ferme qui tombent suite aux manifs anti-Sarkozy, et face aux résistances légitimes aux provocations et violences policières. Quant aux mineurs, il y en a un qui vient de prendre 23 ans ferme à Marseille. Il ne s'agit pas de défendre la justice « bien de chez nous », face aux inventions diaboliques américaines. Il ne s'agit pas d'exiger « davantage de moyens » pour elle, comme on l'entend ça et là.

Le projet de loi « entend donner une ligne directrice plus claire dans la répression de la récidive » a déclaré Rachida Dati (*Le Monde* du 2 juin). Une « ligne directrice » ? Sarkozy disait que « Si on excuse la violence, il faut s'attendre à de la barbarie ! ». Mais c'est cette barbarie étatique qui est la violence.

> F.S.Q.P.

Les 22-23-24 juin se tiendront le *Forum Social des Quartiers Populaires* à Saint Denis (93) sur la problématique des quartiers, initié par le MIB, les Motivés et Divercité, rejoint entre temps par plusieurs associations de quartier. Il sera le lieu pour débattre de l'apartheid urbain, de la police-justice, de l'éducation au rabais, du chômage et précarité... Ces trois jours serviront aussi à confondre tous les points de vues. Il y aura aussi des espaces de détente, concerts, stands d'associations, restauration... Des militants de Résistons Ensemble y tiendront un stand qui présentera l'activité du réseau, depuis sa fondation, à Saint Denis même, il y a 5 ans, en 2002. Pour toute information : fsqp.free.fr

> SUR LE VIF

Gazé dans un car de CRS

Le 9 mai, un rassemblement anti-fasciste à Paris. Rapidement encerclés les manifestants sont embarqués par les CRS. Parqués pendant 3 heures à 44 dans un des cars une des personnes arrêtées témoigne : « *La ventilation [...] ne fonctionnait pas. [...] À un moment peut-être au bout d'une heure j'ai senti mes yeux piquer, ma peau me brûler et une odeur aigre, qui me faisait tousser et qui rendait ma respiration difficile. Nous avons été plusieurs à hurler et j'ai appelé les pompiers car j'ai cru que j'allais m'évanouir.* » Au commissariat pendant la fouille : « *un policier a menacé le jeune homme [...] tout en le maintenant par la gorge et lui disant qu'il allait lui régler son compte. [...] J'ai demandé poliment au policier de se calmer [...] un policier s'est approché de moi et m'a menacé en me disant qu'il fut un temps j'aurais été tondu.* » « *Vers 3 heures du matin alors que nous attendions toujours les dernières personnes, [...] les policiers [...] nous ont demandé de ne pas stationner devant le commissariat. Alors que nous descendions la rue de Clignancourt pour attendre plus loin comme ils nous le demandaient, j'ai entendu crier et j'ai vu les policiers taper les personnes qui étaient juste derrière moi.* » Les fascistes, quant à eux, ont pu défilé en toute impunité, avec torches et drapeaux... et sous protection policière.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Ridicule jusqu'au bout

Lors de l'inauguration du parc d'Eole le maire de Paris Bernard Delanoë s'est ridiculisé aux yeux de sa propre délégation et des habitants. Il a été chahuté par un groupe de femmes du quartier qui demandaient des logements décentes pour tous. Devant le mépris flagrant du maire de Paris, les mères de famille ont décidé de se faire entendre. Delanoë voyant que son discours ne passe pas auprès de la population a perdu son sang froid et sous les huées a insulté les mères de familles, les traitant de « bande d'excitées ». À ce moment un escadron de CRS débarque et crée un mur entre les politiques et les habitants, c'est alors que les CRS ont repoussé avec une certaine violence les mères venues avec les enfants. Plusieurs mères et des militants du MIB ont été molestés, la police les a menacés de garde à vue s'ils ne partaient pas, mais les mères de familles ont résisté et se sont fait entendre.

Répression anti-squat

À l'approche du deuxième tour des présidentielles la police a mené deux actions anti-squats à Montreuil et à Paris avec une certaine violence et une incertaine déontologie policière. Les occupants des ces deux lieux ont été menottés et plaqués contre le sol pendant les perquisitions, les habitants ont été interrogés et menacés, plusieurs objets ont été pris par la police, comme des disques d'ordinateurs, des carnets d'adresse. Un copain de squat de Paris sans papiers a été emmené en garde à vue, puis au centre de rétention de Vincennes, il a été finalement libéré pour vice de forme.

Manifestations post-électorales : Du jamais vu en France !

Le 6 mai 2007, près de 10 000 manifestants sont descendus dans la rue pour protester contre l'élection de M. Sarkozy. Plusieurs milliers de personnes place de la Bastille à Paris, 3 000 à Lyon, 2 000 à Bordeaux, 2 000 à Toulouse, plus de 300 à Marseille, Nancy, Rennes, Tours.

Ce soir-là, près de 512 personnes se sont faites arrêtées et on comptera plus de mille interpellations lors des journées qui suivront cette élection providentielle.

Au bout de procès expéditifs (joie de la comparution immédiate), une quarantaine de personnes ont été condamnées à de la prison ferme ; des peines lourdes de plusieurs mois pour des gens dont le casier était, pour la plupart, vierge.

<http://tinyurl.com/29fvq9>

À la Grande Borne (91), un policier tire sur un mineur

Selon la police, il a ouvert le feu vers 22h40 sur Hakim F. pour protéger une de ses collègues qui se trouvait au sol, menacée par le garçon sur le point de jeter un cocktail Molotov enflammé. Hakim dit qu'il « *s'est retrouvé au milieu des affrontements en sortant de son travail. À aucun moment, il n'a brandi de cocktail Molotov* », ce qui a été confirmé par d'autres témoins. Le même jour, 2 jours après l'élection de Sarkozy, un CRS avait été légèrement blessé et deux jeunes interpellés lors d'échauffourées. Parions que l'enquête blanchira le flic tireur.

Vol en réunion de drapeau tricolore

Le 24 février pendant le rassemblement devant la prison centrale des Hautes-Pyrénées réclamant la libération conditionnelle du prisonnier d'Action directe Jean-Marc Rouillon, Laurent Belet remplace le drapeau tricolore devant le bâtiment par un drapeau rouge et noir. Arrêté, il passe 24h en garde à vue, pour avoir « frauduleusement soustrait un drapeau français au préjudice de l'administration pénitentiaire ». Circonstance aggravante : ces faits « ont été commis en réunion ». À cela s'ajoute son refus de prélèvement ADN. Le procès initialement prévu le 5 juin est reporté à une date ultérieure. Infos et pétition à signer sur <http://nlpf.samizdat.net/>

L'expulsion violente tourne court

Des hurlements, une bagarre éclate à l'arrière du vol AF 796 pour Bamako du 26 mai. Des passagers réagissent, les individus en civil révèlent leur état de policiers. « *Les flics étaient à genoux sur le mec. L'un semblait vouloir l'étrangler, l'autre lui assenait des grands coups de poing dans le ventre.* » témoignent des passagers. « *Cette tentative de maîtrise suscite immédiatement chez les passagers un mouvement de protestation* ». L'homme perd connaissance, yeux révulsés, écume aux lèvres, les flics l'évacuent. La PAF débarque en masse, un passager est mis en garde à vue, finalement le vol sera annulé... Source : <http://www.educationsansfrontieres.org/spip.php?article6282>

International - G8, ça pue !

On revient toujours à ses premiers amours... la police de l'Allemagne réunifiée reprend une méthode utilisée par la police politique de la l'ex RDA : des prélèvements olfactifs (sueur, salive) sont effectués sur des militants anti-G8 arrêtés il y a deux semaines et considérés par la police comme potentiellement dangereux en prévision des manifestations contre la tenue du G8.

> AGIR Appel à soutien



Le 22 mars dernier : dernier épisode judiciaire pour G. R., poursuivie en tant qu'éditrice d'un site internet **Vive les mutins !** La justice l'a considérée

comme complice, par ordinateur interposé, de la diffusion de textes dont elle n'est pas l'auteur (l'un est signé de détenus du quartier d'isolement de Bois d'Arcy, dénonçant en janvier 2003, les violences qu'ils auraient subies de la part de surveillants) et surtout de la caricature d'un surveillant en cochon. Elle a été condamnée au paiement de 6500 €. **Un appel à la solidarité financière est lancé.** Contact soscochon@no-log.org

Solidarité avec Marc

Le 24 avril dernier, des centaines de chômeurs, de précaires et d'intermittents ont occupé le toit de l'UNEDIC afin d'interpeller les responsables de la précarisation. À l'entrée de l'UNEDIC, le camarade Marc, militant dévoué et pacifique du 9ème Collectif et d'AC, a été interpellé violemment et mis en garde à vue pendant 39 heures au Commissariat puis au Dépôt de Paris. Le chef d'inculpation : violence sur contrôleur général de la police, en l'occurrence un jour d'ITT. RDV à l'audience du 12 juin à 9h, 28° chambre du TGI de Paris, métro : Cité. Infos : <http://9emecollectif.net/>

Un festival de soutien à FFP

la Radio Fréquence Paris Plurielle (106.3FM) aura lieu les 5, 6, & 7 juillet. Emissions de radio / débats en publics à partir de 18h (entrée libre) et concerts de soutien à partir de 20h (7€ /soir - pass 3 jours : 15€). Renseignements & préventes : www.rfpp.net & 01 40 05 06 01